

horen in voet- of eindnoten. In het laatste hoofdstuk, de epiloog, komt de auteur tot zijn analyse en vindt de lezer de echte waarde van dit boek: het bevrijdt deze dramatische geschiedenis uit het isolement van de wit-zwarte tegenstelling en plaatst haar middenin de chaotische realiteit van een bezetting die niet alleen politieke, maar ook sociale verhoudingen ontworpen. Tegelijk is *Nekschot* hopelijk een aanzet tot verder onderzoek naar de bevrijdingsperiode, onderzoek dat antwoorden kan bieden op vragen en mythes die ongetwijfeld nog heersen binnen verschillende lokale gemeenschappen in heel België.

Michèle Corthals

GUY COPPIETERS

De Belgische kolenslag, 1944-1951. Het mirakel dat er geen was (Studies in Belgian History – 10) Brussel, Algemeen Rijksarchief, 2021, 562 p.

Cet ouvrage est extrait d'une thèse de doctorat: «L'Etat, un mauvais industriel». *De strijd om het Belgische steenkoolbeleid (1901-1951)* (VUB 2017, dir. P. Scholliers et M. Van der Eycken). Il s'agit incontestablement de la plus importante étude historique sur l'économie charbonnière de ce pays.

Le titre annonce clairement l'hypothèse de base de l'auteur, développée systématiquement de manière chronologique. Après une introduction historique, y compris la situation de l'industrie charbonnière durant l'occupation nazie, Guy Coppieters nous offre cette solide étude analytique qui considère l'économie politique charbonnière à l'issue du conflit jusqu'aux prémices de la CECA.

Comme archiviste, il a eu accès directement aux richesses documentaires des archives nationales (Administration des mines, fonds ministériels, fonds personnels...), mais aussi aux fonds d'archives privées (AMSAB, Archives libérales, KADOC, IHOES, IEV, SAICOM...) et étrangères qui constituent une impressionnante base documentaire utilisée systématiquement, longuement, parfois très longuement, mais qui offre au lecteur la garantie d'avoir accès aux sources essentielles concernant l'étude proposée.

A la libération du pays la production charbonnière chute en raison du véritable exode d'un quart des mineurs, les abatteurs en particulier. La situation est dramatique: la guerre continue et si les usines n'ont pas été endommagées comme en 1918, les moyens de communication sont dévastés. Le redressement du pays, l'approvisionnement de la population exigent l'augmentation rapide de la production. Ce sera le leitmotiv des gouvernements d'union nationale dirigés par Achille Van Acker (1945-1946), par ailleurs ministre du «Charbon». Ce dernier entame «la bataille du charbon», en appelle à la fierté du mineur, citoyen d'honneur de la nation, présenté à l'égal du soldat. Il a l'appui de l'ensemble des forces politiques, du patronat, de l'autorité militaire alliée (SHAEF), mais suscite l'inquiétude des mineurs par son «statut du mineur» qui garantit un certain nombre d'améliorations de la condition salariale et sociale, mais surtout «la mobilisation civile», un encadrement, accompagnés de sanctions rejetées par le «Syndicat unique» des mineurs (SU-communiste). L'enjeu économique et social se double d'un enjeu politique, celui de l'influence communiste (23 sièges de députés + quatorze de sénateurs en 1946). En février-mars 1945, des grèves encouragées par le SU touchent principalement les bassins wallons sans résultat. Il s'agit du deuxième échec du PC après le désarmement de la résistance en novembre 1944.

Cependant le rapport de force est inégal, le gouvernement a le soutien du SHAEF, de la Fédération charbonnière (FEDECHAR), mais au-delà de sa communication énergique, n'a pas grand-chose à proposer de manière plus durable. L'Administration des mines est faible, les cabinets ministériels le sont également. Surtout face à FEDECHAR qui pour l'occasion se centralise et se renforce. Les partis politiques n'ont pas de vision plus précise pour l'avenir charbonnier sinon augmenter la production et maintenir les prix, sauf que le PC dépose une proposition de loi de nationalisation, entraînant une contreproposition socialiste, moins étatiste que sa concurrente. Elle est rejetée par les autres partis et FEDECHAR. Les propositions de restructuration et de rationalisation du sec-

teur du ministre des Affaires économiques A. De Smaele, ne rencontrent pas plus de succès. C'est le recours massif à la main d'œuvre captive (prisonniers Allemands, Hongrois, inciviques...), puis étrangère (personnes déplacées), Italiens surtout dès mars 1945 renforcé par l'accord « travailleurs contre charbon » de juin 1946 qui permet à terme (1951) de retrouver la production de 1939. En fait, FEDECHAR, l'acteur le plus structuré, le plus uni dirigé par des ingénieurs en fin de carrière, représentant d'un patronat conservateur dominé par les holdings, a fait le gros dos, obtenu des subventions pour maintenir les prix et se satisfait du statu quo basé sur l'autorégulation du secteur. Van Acker ayant perdu la main en 1946, avec l'appui du CVP et du parti libéral, les charbonniers ont définitivement remporté la partie après le retrait du Parti communiste du gouvernement par refus d'une nouvelle augmentation des prix du charbon (mars 1947) dans le contexte cette fois de « la Guerre froide ». La création d'un ministère de l'énergie (1947) pour A. Delattre, dirigeant du syndicat socialiste des mineurs ne change pas la donne. L'industrie charbonnière, sous financée, vieillissante reste un oiseau pour le chat lors de la création de la CECA.

Guy Coppieters rédige de manière imagée, enjouée, engagée également ce qui surprend chez un archiviste mais réjouit l'historien du temps présent sans éviter certaines redondances qui peuvent irriter ceux qui ne partagent pas ses convictions. L'objectif de Van Acker « ici et maintenant » était de relancer la production dans l'intérêt des armées alliées et du redressement national et non de réformer l'industrie charbonnière pour assurer son éventuelle pérennité. Ce qui à nos yeux et comme le confirme certains de ses graphiques se révélait dès l'avant-guerre une tâche impossible et dès la construction d'un marché européen du charbon inaccessible digne de Sisyphe. Même si selon Albert Camus, Sisyphe a pu éprouver de la satisfaction à accomplir sa tâche. « La guerre du charbon » n'a pas été gagnée !

Le volume qui comporte tableaux (27) et graphiques (11), riche en illustrations (98 photogra-

phies, affiches, tracts et documents...), le plus souvent originales, se termine par une abondante bibliographie de plus de vingt pages qui est le corpus le plus complet à disposition des lecteurs curieux mais aussi des chercheurs intéressés par l'économie charbonnière. On peut regretter, surtout de la part des AGR, l'absence d'index et de table des graphiques et tableaux, qui rend obligatoire une lecture attentive et continue de cet ouvrage passionnant.

Isabelle Sirjacobs et Jean Puissant

ESTELLE HOORICKX

La Belgique, l'OTAN et la guerre froide. Le témoignage d'André De Staercke

Bruxelles, Racine, 2022, 439 p.

Met uitzondering van Rik Coolsaets meer structuralistische analyse van de verschillende krachtlijnen van het Belgische buitenlandse beleid, is de diplomatieke geschiedenis van België tijdens de Koude Oorlog al sinds lang een verhaal van grote politici wier talent het kleine landje toeliet om in de wereld van het naoorlogse multilateralisme boven zijn gewicht te boksen. Dat verhaal is door historici gecreëerd niet lang na de dood van voormalig premier en minister van Buitenlandse Zaken Paul-Henri Spaak en verder geschraagd door verschillende academische biografieën gewijd aan hem en aan zijn opvolger Pierre Harmel. Hoewel de meeste van dergelijke werken zeker de wending hebben gemaakt van de diplomatieke geschiedenis naar de geschiedenis van de internationale betrekkingen (*histoire des relations internationales/international history*), in de zin dat de auteurs erkennen dat een veelheid aan niet alleen politieke actoren een impact had op de buitenlandse beleidsvorming, zorgt hun focus op de politieke leider er vaak wel voor dat de personen belast met de concrete uitvoering van het beleid wat onderbelicht blijven. Deze soms wat verheerlijkende biografieën van Belgische politici lieten de inzichten van de transnationale geschiedenis veelal links liggen en droegen geenszins bij tot het minder centraal stellen van de natiestaat.

Dit zijn alvast twee redenen waarom een studie gewijd aan de carrière van de diplomaat André